



9 avril 2020

(20-2804)

Page: 1/3

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

**NOTIFICATION**

<b>1. Membre notifiant:</b> <u>AFRIQUE DU SUD</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:</b>
<b>2. Organisme responsable:</b> <i>Directorate Inspection services</i> - NPPOZA (Direction des services d'inspection)
<b>3. Produits visés (Prière d'indiquer le(s) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Produits horticoles frais, fleurs coupées, végétaux et autres produits d'origine végétale.
<b>4. Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Tous les partenaires commerciaux</b> <input type="checkbox"/> <b>Régions ou pays spécifiques:</b>
<b>5. Intitulé du texte notifié:</b> <i>Temporary changes to certification requirements for imported fresh produce, cut flowers, plants and other plant based commodities</i> (Modifications temporaires concernant les exigences de certification applicables aux importations de produits frais, de fleurs coupées, de végétaux et d'autres produits d'origine végétale). <b>Langue(s):</b> . <b>Nombre de pages:</b>
<b>6. Teneur:</b> Permettre des arrangements supplémentaires concernant l'utilisation de la version papier originale des certificats phytosanitaires, en raison des incidences de la COVID-19 sur le transport aérien et les services de courrier. Qui est concerné? <ol style="list-style-type: none"><li>1. Les importateurs de produits horticoles frais, fleurs coupées, végétaux et autres produits d'origine végétale.</li><li>2. Les organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) des pays exportateurs qui ont demandé des alternatives à l'utilisation de la version papier originale des certificats phytosanitaires.</li><li>3. Cette modification temporaire couvre l'utilisation de la version papier originale des certificats phytosanitaires et ne s'applique pas aux pays qui fournissent déjà les certificats phytosanitaires originaux via ePhytos ou avec les envois.</li></ol> Arrangements provisoires <ol style="list-style-type: none"><li>1. Dans les cas où un importateur ne serait pas en mesure de présenter la version papier originale du certificat phytosanitaire de l'ONPV du pays exportateur en raison de la pandémie du virus COVID-19, nos agents d'inspection accepteront en remplacement de la version papier originale une copie électronique du certificat phytosanitaire transmise par l'ONPV du pays exportateur aux coordonnées indiquées ci-après.</li><li>2. Dans certains cas, nos agents d'inspection pourront demander la vérification des documents directement auprès de l'ONPV du pays exportateur ou utiliser un outil en ligne mis à disposition par l'ONPV du pays exportateur.</li></ol>

	<p>3. Dans les cas où une version papier originale du certificat phytosanitaire serait délivrée par l'ONPV du pays exportateur avant exportation, il est recommandé que le document soit joint aux marchandises et/ou à l'envoi afin de réduire les retards potentiels lors de l'inspection.</p>
<p>7.</p>	<p><b>Objectif et raison d'être:</b> <input type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input type="checkbox"/> santé des animaux, <input type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input checked="" type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites. La mesure notifiée vise à assurer la sécurité des échanges commerciaux, compte tenu des incidences de la COVID- 19.</p> <p>La pandémie de la COVID-19 a des incidences sur le transport aérien et l'envoi de courrier dans de nombreux pays. En conséquence, des ONPV de pays exportateurs ont informé l'Afrique du Sud de leur incapacité à joindre la version papier originale des certificats phytosanitaires aux envois de certains produits frais, fleurs coupées, végétaux et autres produits d'origine végétale importés, conformément aux exigences de l'Afrique du Sud. Cet arrangement temporaire sera maintenu jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2020. Les parties prenantes seront informées ultérieurement de toute prorogation éventuelle de cet arrangement.</p>
<p>8.</p>	<p><b>Existe-t-il une norme internationale pertinente? Dans l'affirmative, indiquer laquelle:</b></p> <p><input type="checkbox"/> Commission du Codex Alimentarius (<i>par exemple, intitulé ou numéro de série de la norme du Codex ou du texte apparenté</i>):</p> <p><input type="checkbox"/> Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (<i>par exemple, numéro de chapitre du Code sanitaire pour les animaux terrestres ou du Code sanitaire pour les animaux aquatiques</i>):</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Convention internationale pour la protection des végétaux (<i>par exemple, numéro de la NIMP</i>): NIMP n° 07, NIMP n° 12, NIMP n° 20 et NIMP n° 23</p> <p><input type="checkbox"/> Néant</p> <p><b>La réglementation projetée est-elle conforme à la norme internationale pertinente?</b></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p><b>Dans la négative, indiquer, chaque fois que cela sera possible, en quoi et pourquoi elle diffère de la norme internationale:</b> Les normes internationales prévoient que les pays exportateurs fournissent la version originale des certificats phytosanitaires, mais il appartient aux pays importateurs de déterminer la procédure qu'ils appliquent. Les arrangements temporaires de l'Afrique du Sud prévoient que le pays exportateur propose un mécanisme permettant de vérifier les documents si cela est demandé par les agents chargés des contrôles.</p>
<p>9.</p>	<p><b>Autres documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:</b> Néant.</p>
<p>10.</p>	<p><b>Date projetée pour l'adoption (jj/mm/aa):</b> 10 avril 2020</p> <p><b>Date projetée pour la publication (jj/mm/aa):</b></p>
<p>11.</p>	<p><b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> <input type="checkbox"/> Six mois à compter de la date de publication, et/ou (jj/mm/aa): 9 avril 2020</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Mesure de facilitation du commerce</p>

**12. Date limite pour la présentation des observations: [ ] Soixante jours à compter de la date de distribution de la notification et/ou (jj/mm/aa):**

**Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: [ ] autorité nationale responsable des notifications, [X] point d'information national. Adresse, numéro de fax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:**

*Directorate Inspection services* - NPPOZA (Direction des services d'inspection)

Courriers électroniques: [TankisoA@Dalrrd.gov.za](mailto:TankisoA@Dalrrd.gov.za)

[KhulisoM@Dalrrd.gov.za](mailto:KhulisoM@Dalrrd.gov.za)

[GilbertM@Dalrrd.gov.za](mailto:GilbertM@Dalrrd.gov.za)

Site Web: <http://www.daff.gov.za>

**13. Texte(s) disponible(s) auprès de: [ ] autorité nationale responsable des notifications, [X] point d'information national. Adresse, numéro de fax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:**

*Directorate Inspection services* - NPPOZA (Direction des services d'inspection)

Courriers électroniques: [TankisoA@Dalrrd.gov.za](mailto:TankisoA@Dalrrd.gov.za)

[KhulisoM@Dalrrd.gov.za](mailto:KhulisoM@Dalrrd.gov.za)

[GilbertM@Dalrrd.gov.za](mailto:GilbertM@Dalrrd.gov.za)

Site Web: <http://www.daff.gov.za>